

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

Commune de PUGNY-CHATENOD

**dossier n°DP07320824C5045**

date de dépôt : **03/12/2024**

demandeur : **Monsieur MARIAUD Pierre**

pour : **Aménagement d'un lotissement d'un lot en vue de la construction**

adresse terrain : **1000 Route de Longchamp à PUGNY-CHATENOD (73100)**

## **ARRÊTÉ**

### **de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de PUGNY-CHATENOD**

**Le maire de PUGNY-CHATENOD,**

Vu la déclaration préalable présentée le 03/12/2024, affichée en mairie le 04/12/2024, par Monsieur MARIAUD Pierre demeurant 133 Cours Becker, à 69100 VILLEURBANNE ;

Vu l'objet de la déclaration :

- ▲ pour l'aménagement d'un lotissement d'un lot en vue de la construction ;
- ▲ sur un terrain situé 1000 Route de Longchamp, à PUGNY-CHATENOD (73100) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) Grand Lac approuvé le 09/10/2019, révisé le 24/01/2023 (révision allégée n°1), modifié le 24/01/2023 (modification simplifiée n°1), le 23/05/2023 (modification n°1), mis en compatibilité le 25/07/2023, modifié le 12/12/2023 (modification simplifiée n°2) et révisé le 09/07/2024 (révision allégée n°2) ;

Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Bassin Aixois approuvé par arrêté préfectoral le 04/11/2011 et modifié le 31/10/2012 ;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 12/12/2024 ;

Vu l'avis du Service des Eaux de Grand Lac en date du 10/12/2024 ;

Vu l'avis du Département de la Savoie, Maison Technique des deux lacs (M.T.D.) en date du 11/12/2024 ;

Vu l'avis de GRT GAZ - Région Rhône Méditerranée en date du 30/12/2024 ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées ci-dessous.

### **Article 2**

**DIVISION :**

Cette autorisation a pour seul effet de constater la division.

Toutefois elle ne garantit pas la délivrance du permis de construire qui sera demandé par la suite et en particulier sous réserve de l'accord des services gestionnaires des réseaux (eau potable, assainissement, électricité).

**RÈGLEMENT :**

Tout projet de construction devra respecter les dispositions du règlement de la zone UD du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

## CONSULTANCE ARCHITECTURALE :

Dans le cadre de l'élaboration du projet et avant dépôt de la demande de Permis de Construire, le demandeur est invité à prendre contact avec l'architecte consultant de la commune.

## RISQUES :

Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) :

Le terrain est situé dans un secteur concerné par le Plan de Prévention du Risque Inondation du bassin Aixois approuvé par arrêté préfectoral le 04/11/2011 et modifié le 31/10/2012 (zone blanche). Toutes les prescriptions générales doivent être strictement respectées.

## RÉSEAUX :

Réseaux humides :

Les prescriptions émises par le Service des Eaux de Grand Lac seront respectées (copie jointe).

Électricité :

Préalablement au dépôt de la demande de permis de construire, le demandeur prendra contact avec Enedis afin de connaître les directives à mettre en œuvre. Toute extension éventuelle du réseau sera à la charge exclusive du demandeur.

Accès - Voirie :

Les prescriptions émises par le Département de la Savoie, Maison Technique des deux lacs (M.T.D.) seront respectées (copie jointe).

Voirie – réseaux divers :

Conformément au décret n°2011-1241 en date du 05/10/2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le pétitionnaire doit obligatoirement se déclarer sur le site internet « guichet unique DT-DICT », préalablement au démarrage des travaux.

Les prescriptions émises par GRT GAZ - Région Rhône Méditerranée seront respectées (copie jointe).

## SERVICES - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- PPRI - le terrain est situé dans un secteur couvert par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations du bassin Aixois (arrêté préfectoral du 04/11/2011) et modifié le 31/10/2012.
- I3 - Canalisation gaz : Périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925. Voir avis en date du 30/12/2024.

Le 10 janvier 2025 à Pugny-Châtenod

Le Maire,



Bruno CROUZEVIALLE

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (2 place de Verdun – 38000 GRENOBLE) d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

### **Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément aux articles R.424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme et en application du décret n° 2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 et en application du décret n° 2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et

le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Pour les ouvrages de production d'énergie utilisant une des sources d'énergies renouvelables définies à l'article L.211-2 du code de l'énergie, la demande de prorogation peut être présentée, tous les ans, dans la limite de dix ans à compter de la délivrance de l'autorisation.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la décision, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.